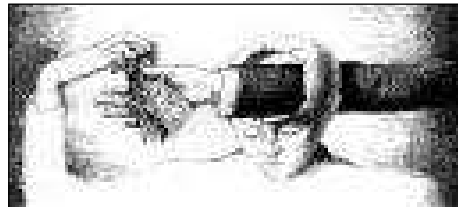


Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N°18 - Automne 2008 - Prix libre



Une vidéaste a contacté *Creuse-Citron* pour participer à un projet de film sur la Creuse «terre de résistance». Cette réputation n'est pas usurpée. Aujourd'hui à l'avant-garde de cette résistance, nous trouvons nos édiles sociaux-libéraux qui montent au créneau pour défendre une caserne et un commissariat de police à Guéret, voire un camp militaire à la Courtine.

Quelle belle idée de gôche que de proposer la transformation du camp militaire en prison, on voit bien que nous sommes au pays des droits de l'homme. Mais avec la crise et la récession économique, il serait plus judicieux de transformer la Courtine en camp de rétention, avec un quartier pour les sans-papiers et un pour les locquedus insolubles et autres gibiers de RSA.

Et puis l'esprit de résistance est multiforme, n'y a-t-il pas eu deux cents clampins pour manifester à Guéret le 7 octobre pour un «travail décent», autrement dit un capitalisme à visage humain.

À quand une manifestation avec comme mot d'ordre «travail, famille, patrie»?

Tous en colère

De profundis p. 2
Des ponts pas des murs p. 3
De la dépendance financière pp. 4-5
Le rable du syndicaliste p. 5

Capitalisme à la poubelle

Catastrophes et desastros pp. 6-7

Mauvaises

fréquentations

Artiste et libre pp. 8-9

Capitalisme à la poubelle

Atterrissons p. 10

Coups de gueule

On met les pouces ? p. 11

Mémoire aux poings

L'oreille noire p. 12

Mise aux poings

Liber-traitres p. 13

Mauvaises lectures

p. 14

Revue de crise

p. 15

Rendez-vous

vous êtes cernés p. 16

**Vivre en marge
pour ne pas
mourir au
milieu**

2 - Tous en colère

Le Forum Social Limousin en crise

En 2007, une assemblée générale du FSL avait décidé de faire le 5^{ème} Forum social limousin dans la capitale régionale en deux lieux symboliques.

D'abord au centre de Limoges, à « Mais l'usine », friche industrielle transformée en lieu culturel, ensuite dans le quartier de Beaubreuil. Techniquement, nous avons tenu le pari, un vrai village de toile avec ses différents chapiteaux permettant tout à la fois des débats simultanés, expositions, expression des associations, librairie, partie festive et gastronomique... Il s'agissait en venant à Beaubreuil d'un véritable défi : faire un Forum dans un lieu où beaucoup nous disaient que c'était irréaliste.

Les Forums sociaux ont pour but de constituer des espaces pour développer des résistances et des alternatives à la mondialisation capitaliste. Authentiques lieux d'échanges, d'expériences, de propositions...

Beaubreuil, ce grand ensemble, de la taille de Guéret, éloigné de Limoges, cumule des records de chômeurs, de jeunes sans formation... depuis vingt ans les associations diverses s'efforcent à faire des miracles avec peu de moyens. Créer, ici, un lieu de débat, de rencontre et peut-être de propositions, tel était l'objectif du FSL.

Les débats ont bien eu lieu et ils étaient nombreux, riches, intéressants, nombre de messages reçus après le Forum appuient sur cet aspect : du scandale Monsanto à la présence des jeunes du Lycée Professionnel du Palais-sur-Vienne venant avec leurs revendications concrètes, le débat de Sylvain Aquatias s'interrogeant : le fait d'habiter dans un « quartier » doit-il induire une série de fatalités ? Les préjugés et réalités que cela recouvre ... les débats sur les migrants, la réalité des rapports Nord-Sud... ce monde en marche en Amérique du Sud... les AMAP... La réalité de la démocratie aujourd'hui dans notre pays... et bien d'autres débats.

Mais bien peu de monde est venu débattre. Il y a eu, en effet, bien moins de participants à Limoges en 2008 qu'en 2002, 2003 ou 2004 au Villard, sur le Plateau de Millevaches.

Le FSL a eu directement quelques conséquences positives : implication concrète des lycéens dans les problèmes du quartier, création d'une AMAP, création de liens entre des associations de Beaubreuil et du Palais-sur-Vienne pour lutter contre des pollutions industrielles.



Mais, beaucoup plus qu'un lieu d'échange d'expériences et de confrontations, le FSL a été un lieu de diffusion. Le FSL est devenu en quelque sorte une foire à la critique sociale où différentes associations et mouvements sont venus faire leur promotion. Pour la plupart, ces participants, au lieu d'être partie prenante de l'élaboration du Forum dès le début, sont venus réclamer leur linéaire d'exposition avec, si possible, une tête de gondole.

L'organisation concrète du FSL, au lieu d'être prise en charge collectivement par un large regroupement d'individus venant de toute la région, est retombée sur un petit noyau vite considéré comme prestataire en contestation sociale.

Cet esprit consumériste s'est traduit à tous les niveaux.

Qu'il s'agisse de l'association *Cap à gauche*, censément partie prenante d'un atelier et d'un débat sur la démocratie, qui arrive pile à l'heure, avec la vedette de la tournée, Marie-Noëlle Lienemann, et une fois son intervention effectuée, se retire en fuyant le débat.

Qu'il s'agisse de l'association *ArtSoc* qui s'était occupée en particulier du côté festif et avait réservé toute la soirée du samedi pour donner le micro à des groupes du quartier, et dont la programmation s'est arrêtée à 10 h du soir, alors que des centaines de jeunes étaient présents ! Les gens d'*ArtSoc* rentrant naturellement chez eux et laissant ceux qui étaient là s'occuper des jeunes jusqu'à 2 h du matin.

Qu'il s'agisse de *GABLIM* (le groupement des agriculteurs bio du limousin) qui a assuré les repas de tous les FSL depuis le début, mais dont le militantisme a

fondu comme neige au soleil, et qui a eu le culot de proposer comme repas, dans ce quartier très populaire, pour un prix prohibitif, une assiette de crudités sans sauce avec une saucisse sans goût. Faire du profit sur les pauvres, voilà qui cadre bien avec les objectifs du FSL.

Qu'il s'agisse de certains animateurs « historiques » du FSL, pas ou peu présents, car trop occupés par ailleurs à jouer les *road managers* d'une tournée d'un groupe folklorique africain sponsorisé par le Conseil régional.

Bref, ces quelques exemples signent la disparition d'un esprit collectif d'auto-gestion et de co-responsabilité qui permettait à un large groupe non hiérarchisé de se fédérer pour permettre la création d'un lieu d'échanges et de propositions.

Certes le FSL a été un succès populaire, depuis quinze ans il n'y avait eu aucune manifestation d'envergure dans le quartier. Mais un succès seulement festif, tous les gamins et les jeunes du quartier étaient là. Ils espèrent tous nous revoir l'année prochaine. Mais le FSL n'a pas pour vocation d'être l'animateur de rues supplétif de la mairie de Limoges. Nous avons prouvé qu'il était possible de faire une grande fête sans troubler « l'ordre public » dans ce quartier ; c'est maintenant aux habitants du quartier et aux associations locales de prendre les choses en main.

Alors que les syndicats brisent les potentialités de lutte en multipliant les manifestations catégorielles, il y a de moins en moins de monde pour s'impliquer dans des manifestations comme un forum social dont le seul but est la globalisation des luttes.

Certains annoncent la fin du capitalisme amorcée par la crise financière actuelle. Est-ce aussi la fin du militantisme ? Pourtant c'est bien aujourd'hui, en période de crise, qu'il faudrait que nous montrions les dents pour renverser la marmite infernale du capitalisme.

Marie-Ange Camus, Patrick Faure



Belle année 2008 en Europe, terre d'asile

Juin : directive de la honte

Juin 2008 : le parlement européen adopte « la directive de la honte ». Cette directive fixe à dix-huit mois la durée maximale de placement en rétention des étrangers en situation irrégulière, et prévoit à leur rencontre une interdiction de séjour de cinq ans de l'UE.

La détention peut être prolongée jusqu'à dix-huit mois dans le cas où l'étranger ne coopère pas, où il y a des difficultés à obtenir les documents de voyage, ou bien lorsque celui-ci présente une menace pour l'ordre public. Lorsqu'on sait, d'expérience, que l'éloignement d'un étranger (vers son pays d'origine ou vers un autre pays) intervient dans les dix premiers jours de sa détention dans la grande majorité des cas, il est évident que l'utilisation d'une durée si longue vise à punir et contrôler.

La détention telle que définie par le Parlement est une criminalisation institutionnalisée des étrangers en Europe.

Août : décret modifiant les conditions d'intervention de la société civile dans les centres de rétention administrative

Retour sur l'Hexagone : Hortefeux propose un décret, accompagné d'un appel d'offres, auquel doivent répondre associations ou personnes morales, dans le but d'intervenir dans un ou plusieurs centres de rétention. Les 27 centres de rétention étant répartis en 8 lots géographiques, et une seule candidature sera retenue par lot.

La mission, telle qu'exercée jusqu'à ce jour par la Cimade auprès des étrangers retenus dans les CRA afin « de les informer et de les aider à exercer leurs droits », sera remise en cause par ces nouvelles dispositions :

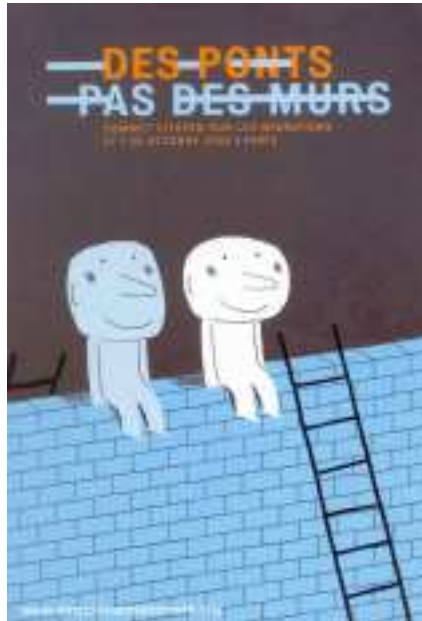
- la réforme dénature la mission car l'assistance à l'exercice effectif des droits des personnes retenues est désormais réduite à une seule mission d'information ;

- l'émission de cette mission contrarie toute observation, analyse et réaction d'ensemble sur la situation prévalant dans les centres de rétention.

- l'exigence de neutralité, de discrétion et de confidentialité revient à entraver toute parole publique de témoignage et d'alerte sur certaines situations contraires au respect des droits fondamentaux. Cette volonté d'entraver l'action de la société civile est d'autant plus inquié-

tante qu'elle intervient dans un contexte marqué par une politique du chiffre en matière d'éloignement des étrangers et les menaces contenues dans la directive « retour » adoptée par le Parlement européen.

Une pétition circule pour le retrait de cette réforme : « le droit des étrangers ne



peut se réduire à un marché ».

Octobre : pacte européen sur l'immigration et l'asile

Les 16 et 17 octobre, le Conseil des ministres de l'Union européenne se réunit à Bruxelles pour adopter un « pacte européen sur l'immigration et l'asile ». Par ailleurs, après une première réunion à Rabat en 2006, la deuxième conférence interministérielle euro-africaine en matière de développement et de migration se déroulera à Paris cet automne. Et, cerise sur le gâteau, une réunion à Vichy.

Il s'agit donc, pour le président français d'attacher son nom au traitement sécuritaire des flux migratoires et au chantage à l'aide auprès des pays africains qui ne participeraient pas activement à la chasse aux migrants. Alors que la Déclaration des droits de l'homme proclame le droit pour chacun de librement quitter son pays et d'y revenir, on en arrive à criminaliser et emprisonner ceux qui ont simplement l'intention d'émigrer.

Contre les centres de rétention et d'éloignement forcé, contre une Europe forte-ressée et les humiliations volontaires associées aux visas, contre les rafles au faciès et le délit de solidarité une mobilisation a été organisée à Paris, le 17 et 18

octobre à Paris, avec une conférence non gouvernementale euro-africaine « Migration, liberté de circulation et droits fondamentaux » à laquelle ont participé un millier de personnes, associations de nombreux pays d'Europe, du Maghreb et d'Afrique.

Une manifestation a suivi, appelant à construire « des ponts, pas des murs ».

Novembre : réunion à Vichy des 27 ministres de l'Intérieur

Les 3 et 4 novembre, la présidence française de l'Union européenne réunit, à l'initiative de Brice Hortefeux, l'ensemble des 27 ministres européens de l'Intérieur et de la Justice, à Vichy.

Le but affiché : l'harmonisation, à l'initiative de la France, de leurs politiques sur l'« intégration » des immigrés.

Ne soyons pas dupes de cette langue de bois ! D'un côté, on expulse les migrants indésirables, les « inutiles », les pauvres, et de l'autre, on prétend accueillir et « intégrer », mais sous conditions, celles et ceux que l'État juge utiles !

Pourquoi choisissent-ils de se réunir à Vichy ?

Le choix de Vichy pour tenir un sommet européen sur l'immigration n'est pas anodin et sonne comme une provocation. Il correspond à une récupération politique du symbole de Vichy : « On en a ras-le-bol de cette histoire du passé » déclare Hortefeux.

L'enjeu politique est de tourner la page du « devoir de mémoire », confiner l'esprit de résistance à une époque révolue. Or, loin de faire oublier les pages les plus sombres de l'histoire de la France, la politique xénophobe et utilitariste du « ministère de l'Identité nationale », tout comme les pratiques discriminatoires des administrations et les méthodes policières utilisées, nous les rappellent beaucoup trop !

Des collectifs d'associations de l'Allier, évidemment, mais aussi de diverses régions de France ont appelé à manifester à Vichy le 3 novembre.

Compilation par Mac de divers articles parus sur internet et dans la presse



4 - Tous en colère

Les subventions : le chloroforme de l'indépendance politique

Un problème récurrent, auquel les personnes engagées dans des associations, des syndicats..., voire des partis politiques, doivent faire face est celui des subventions : doit-on les accepter ou les refuser systématiquement ?

Bien sûr, ce problème ne se pose qu'aux associations qui revendiquent une véritable indépendance et ne croient pas à une quelconque neutralité politique (et même, n'ayons pas peur des « gros mots », idéologique !), d'ailleurs bien illusoire. Qui peut croire qu'une telle neutralité existe ? Certes, s'illusionner à ce propos arrange de nombreuses personnes ; mais nier une réalité ne la fait jamais disparaître. Quoi qu'on fasse, inévitablement on se « positionne » forcément politiquement. On fait partie intégrante d'un système, qu'on le veuille ou non !

Deux grandes sortes de subventions peuvent être distinguées : il y a celles qui viennent de l'État et qui sont automatiques à partir du moment où certaines conditions et engagements sont respectés. Pourquoi refuser de telles subventions qui ne sont, au fond, que de l'argent public et duquel il est bien normal que nous puissions bénéficier, puisque c'est le nôtre – collectivement ? Il reste bien sûr les contraintes du « cahier des charges » pour pouvoir bénéficier de ces subventions. Mais l'indépendance politique ne semble pas pouvoir être véritablement mise en question, du moins de façon directe. Mais si on y regarde de plus près, ce n'est pas aussi évident. Quand une association dépend, en grande partie financièrement, de telles subventions, sa pérennité est suspendue à la stabilité du système étatique en place (ou plus simplement des diverses équipes gouvernementales avec leurs relais à l'assemblée). On peut s'en rendre compte avec les diverses aides à la presse, aux radios..., sans parler du fond : si on conteste le système et que l'on souhaite en changer, il est assez inconfortable et assez contradictoire de ne devoir la survie du groupe auquel on appartient qu'à la stabilité du système même et de quelques-uns de ses dévoués serviteurs !

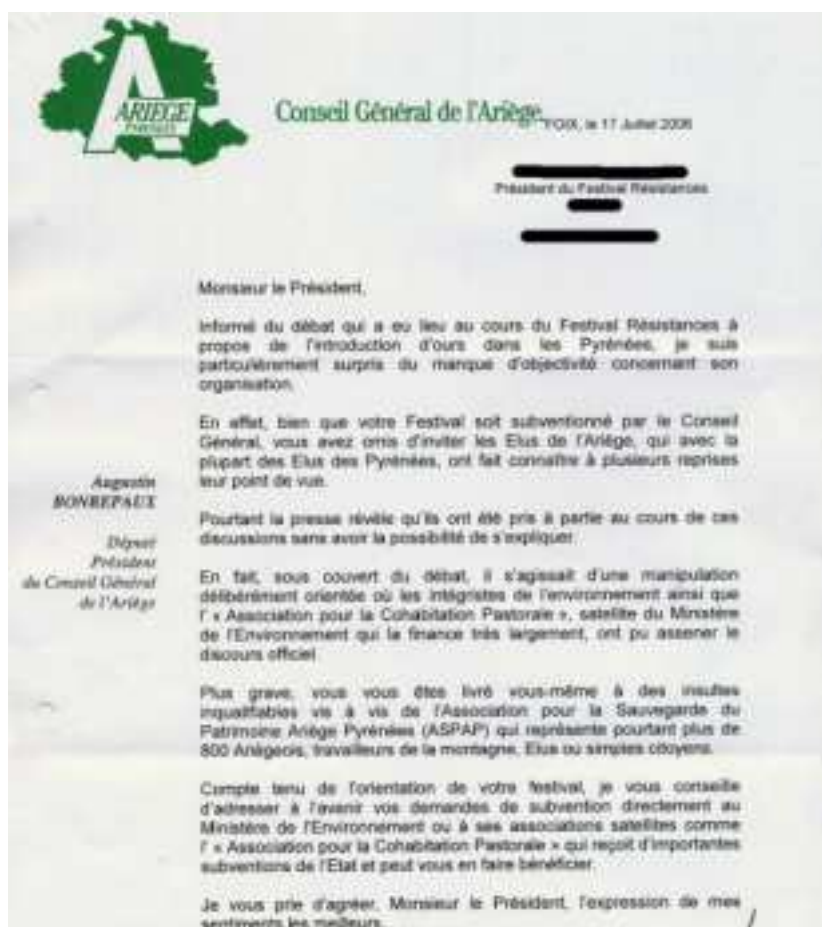
Je sais qu'en ces temps d'extrême

confusion idéologique, les contradictions de tout ordre ne sont que pédales, mais quand même...

Les autres subventions sont celles des diverses instances plus locales : Conseil régional, Conseil général... Là, c'est beaucoup plus clair, l'indépendance politique est directement remise en question. L'attribution de ces subventions n'est plus automatique. Il y a un choix qui s'opère entre les demandes, et qui dit choix... Ne parlons même pas de la concurrence féroce qui peut exister entre associations, mais dans tous les cas, il faut montrer « patte blanche » aux décideurs politiques. La soumission et l'allégeance sont donc de rigueur. Il est alors bien difficile de conserver la

moindre indépendance de pensée politique face aux multiples pressions qui apparaîtront à la moindre incartade « incorrecte » politiquement (cf. la lettre du maire... en illustration). L'autocensure – d'ailleurs, le plus souvent tellement intériorisée qu'elle est inconsciente – devient un des principaux modes de fonctionnement pour garantir la survie de l'association. Cela, sans compter que, souvent, pour nombre d'associations, une grande partie de leurs temps sera consacrée à la conservation et à la recherche de nouvelles subventions, et non plus aux activités qui fondent leur existence. Quel paradoxe !

Quand on tient à son entière indépendance politique et à sa liberté de



Compte tenu de l'orientation de votre festival, je vous conseille d'adresser à l'avenir vos demandes de subvention directement au Ministère de l'Environnement ou à ses associations satellites comme l'« Association pour la Cohabitation Pastorale » qui reçoit d'importantes subventions de l'Etat et peut vous en faire bénéficier.

Augustin BONREPAIL

pouvoir lutter sans restriction contre un système exécuté, cela a un prix assez lourd : c'est le refus de toute subvention, et donc d'un financement non négligeable. Les conséquences sont importantes car, comme il est habituel de dire, « l'argent – les subventions, donc – est le nerf de la guerre ». Les moyens plus réduits qui vont en découler feront que le bénévolat (sauf à de très rares exceptions) devra être généralisé à tout le monde (membres de l'association et aussi « invités » à l'occasion de l'organisation de diverses manifestations). De plus, l'activité de l'association se maintiendra à un niveau modeste, puisque sans moyens. La vie de l'association sera dépendante de la volonté et de l'engagement de ses membres, sans oublier aussi le soutien indispensable (financier et moral) du « public » concerné par les activités de celle-ci. La pérennité de l'association sera alors le

réel résultat de la réalité sociale et politique dans laquelle elle se trouve immergée. Aucun artifice !

Des exemples existent : *Citron Libre*, par conviction politique, a inscrit clairement dans un des articles de ses statuts sa volonté d'indépendance totale : « *L'association s'interdit formellement de demander des subventions à l'État ou aux collectivités territoriales* ». Un autre exemple est celui du festival *Bobines rebelles* (festival du documentaire politique et social en Creuse. La première édition a eu lieu en juin 2008 près de Royère-de-Vassivière). C'est un festival sans aucune subvention, donc avec peu de moyens, qui pousse même le questionnement politique jusqu'à proposer un « prix libre ». Le fait d'avoir une activité modeste et d'organiser des manifestations d'importance limitée ne pose pas de problèmes, bien au contraire.

Cela permet le contrôle sur ce qui est fait et une application au plus près d'une réelle démocratie directe. Plusieurs manifestations de quelques centaines de gens valent beaucoup mieux qu'un grand raout de plusieurs milliers de personnes. *Bobines rebelles* en a fait un de ses principes en l'énonçant dans sa présentation : « *Que chacun suive son chemin et que fleurissent cent festivals documentaires !* ».

Mais tout n'est pas aussi simple, la question du financement des documentaires, des intermittents (réalisateurs, intervenants...), des locaux... reste entière. Quelle réponse satisfaisante pouvons-nous apporter ? Le débat est ouvert, à condition que la bonne foi et l'honnêteté intellectuelle soient de la partie.

Francis Laveix

À chacun sa manif, ou le jogging décent des syndicalistes durables

En mai et juin une quinzaine de manifestations d'envergure nationale ont eu leur réplique locale, essentiellement à Guéret. En septembre et octobre, c'est reparti de plus belle : Mobilisations contre la privatisation de La Poste, grèves et manifestations pour la défense d'un service public d'éducation, mobilisation contre le fichier Edvige, mobilisation pour le pouvoir d'achat des retraités.

Chacune de ces manifestations regroupe de quelques dizaines à quelques centaines de personnes.

Il serait trop long de détailler la liste complète, mais la tendance est la suivante : à chacun sa manif et surtout pas de mise en commun des problèmes. Les syndicats font des heures supp pour éviter la convergence des luttes.

Un syndicat responsable met son point d'honneur à être reconnu comme un interlocuteur valable par le patronat. Il pratique la cogestion pour permettre à chacun de travailler plus en fermant sa gueule. Les grandes retrouvailles entre la CGT et la CFDT sur le dos des autres syndicats sont exemplaires à cet égard.

Exemplaire aussi la « Journée syndicale mondiale pour le travail décent » du 7 octobre.

Cette journée syndicale mondiale d'action a été impulsée par la CSI (Confédération syndicale internationale), et relayée en France par CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, et même Alternative Libertaire !!!



Quand le politiquement correct investit jusqu'aux mots d'ordre, il y a du souci à se faire sur la combativité des syndicats. À Guéret, deux cent personnes sont allées manifester pour réclamer un travail décent, ou, pour mieux dire, sont allées demander leur dose de vaseline pour se faire infuser la semaine de 48 heures. Le travail « décent » rime avec les offres d'emploi « raisonnables », c'est du même tonneau que le développement durable, le commerce équitable, le capital santé, et tout ce pathos idéologique.

On est loin de la remise en cause du salariat et de la relation de dépendance du salarié à son employeur qui en est la base. On est loin des actions collectives

qui ont pour but de transformer la société. Demander à celui qui t'exploite, de le faire avec décence, c'est légitimer le processus d'exploitation.

Et puis, que recherche cette Confédération syndicale internationale en essayant d'instaurer une journée internationale de manifestation pour défendre le travail ? Comme il y a une journée des femmes, une journée de la misère etc. Des journées de b.a. (bonnes actions) compassionnelles qui dédouanent pour les 364 autres journées où l'on peut continuer d'exploiter les femmes, de crever de faim et de se faire exploiter par un patron voleur. Le premier mai, journée traditionnelle de lutte contre l'exploitation et pour le droit syndical, sent sûrement trop le souffre. Oublions que des syndicalistes ont été assassinés par des nervis du patronat à Haymarket. Aujourd'hui les syndicalistes responsables se doivent de fréquenter les mêmes hôtels cinq étoiles que les patrons.

Le projet est grossier : remplacer le premier mai par une autre date négociée avec les patrons et qui ne fasse référence à aucun événement historique ; les « luttes » syndicales d'aujourd'hui se déroulent dans l'ambiance feutrée des palaces.

Défilez décentement, syndicalistes durables et responsables, mais ne vous retournez pas, vous êtes de plus en plus seuls.

Patrick Faure

6 - Capitalisme à la poubelle

« Et qui est-on pour se le permettre ? »

Notes à propos du livre

Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable

Les éditions de l'Encyclopédie des nuisances (EdN) ont récemment publié, sous la plume de René Riesel et Jaime Semprun, un livre dont il faut conseiller la lecture, toutes affaires cessantes, à ceux qui s'efforcent de comprendre la situation sociale actuelle, ses changements et ses continuités.

Le livre part du constat qu'en quelques années ou même moins, la catastrophe écologique est devenue omniprésente dans tous les discours publics. Les auteurs prennent au sérieux ce changement, après des décennies de sous-estimation ou de déni pur et simple. Ils avancent l'hypothèse qu'une nouvelle époque s'ouvre, où ces questions vont être de plus en plus centrales et légitimer de profondes transformations sociales.

Suivant le programme exposé dans son titre, l'ouvrage montre en quoi les discours récents sur la catastrophe, dans leur diversité apparente, ne sont pas une prise en compte tardive de la réalité, mais bien une idéologie et une propagande, servant notamment à occulter certains aspects décisifs de cette réalité (ce qui ne veut pas dire, bien évidemment, que ses auteurs remettent en cause la réalité et la gravité des désastres écologiques).

Il montre que le nouveau discours de l'État et des industriels n'annonce pas une remise en cause des origines de la catastrophe, qui permettrait de ralentir cette dernière et de « limiter les dégâts », mais bien une tentative de la gérer, de la contrôler bon an mal an... avec comme seul horizon que l'effondrement en cours se prolonge le plus longtemps possible, et que rien ne change de fondamental dans l'ordre social.

Il démontre enfin que, loin de favoriser une « prise de conscience » des populations, le catastrophisme a surtout pour effet de rendre plus confuse encore la situation, les responsabilités et les éventuelles solutions, et de prolonger la sou-

mission générale, en justifiant auprès de tous les nouvelles contraintes qui se mettent petit à petit en place.

L'apocalypse dont on vous parle n'est pas la vraie

Les auteurs constatent que le discours catastrophiste a d'abord pour effet d'occulter une réalité aussi décisive que le désastre écologique : la première et la plus grave des catastrophes, c'est la constitution progressive (« en gros entre Hiroshima et Tchernobyl ») d'un système social capable de produire tout cela, et l'éduca-

« Qui s'opposerait au maintien de l'organisation sociale qui permettra de sauver l'humanité, la planète et la biosphère? » p. 84

tion d'une population capable d'accepter passivement à la fois la dégradation irrémédiable de la nature, et des conditions de vie artificielles, sans liberté, morbides – et où chacun dépend à tout instant de la mégamachine sociale : « le désastre est d'abord dans l'esprit des hommes », lui-même inséparable des conditions de vie concrètes où il se forme – alors que les manières de vivre ont été plus radicalement transformées ces cinquante dernières années que pendant toute l'histoire de l'humanité.

Cette progressive « incarcération dans la société industrielle », dans la société de masse produite par le capitalisme mo-

derne, rend la majorité des individus pratiquement incapables de simplement imaginer en sortir et « d'arrêter la machine ». Le catastrophisme n'est alors pas pour les populations une remise en cause, mais une demande accrue de protection et une préparation à l'obéissance. Les auteurs notent très justement que si les appels à la « sobriété » ou au renoncement dans la consommation sont de plus en plus acceptés par tout un chacun, ce n'est pas pour « changer de mode de vie » mais bien dans l'espoir qu'en étant plus sobre on pourra prolonger l'essentiel du mode de vie actuel.

Et, effectivement, il ne se trouve pas grand monde pour critiquer ce mode de vie non pour ses « défauts » (les conséquences écologiques, l'injustice qu'il implique), mais bien en lui-même, pour ses qualités supposées (pour sa pauvreté profonde, sa laideur, son indignité).

D'une fausse conscience à l'autre

L'ouvrage analyse la continuité du catastrophisme avec deux tendances fondamentales du dernier siècle : le progressisme et la bureaucratisation.

Les auteurs montrent en quoi le catastrophisme est en réalité un « progressisme honteux » : le progressisme consistait en la croyance en l'inéluclabilité du progrès social, confondu avec le progrès des sciences et des techniques et la puissance sociale accrue qu'elles apportent. Le catastrophisme croit désormais en l'inéluclabilité de la catastrophe, mais une conclusion décisive reste la même : les hommes n'ont pas besoin de faire leur histoire consciemment, de prendre eux-mêmes les choses en main et de transformer la société, bref de faire réellement de la politique, cela se fait tout seul, imposé par le cours des événements. Le « sens de l'histoire » existe toujours, mais c'est désormais « sauver la planète » en obéissant à ce que nous en disent les experts.

Caractéristiques aussi du vieux progressisme et de son nouvel avatar : la réduction de la connaissance ou de la rationalité à la seule quantification, la croyance en l'infaillibilité de la « science » et de ses prédictions, de sa vision étroitement déterministe et manipulateur du réel.



Capitalisme à la poubelle - 7



L'ouvrage revient aussi sur le développement du « phénomène bureaucratique » et sur son envahissement progressif de toute la vie sociale : stérilisation du vieux mouvement ouvrier, fusion du capitalisme et de l'État, planification croissante de tous les aspects de la vie quotidienne, généralisation des mentalités correspondantes.

Aujourd'hui, le catastrophisme, en soumettant progressivement aux directives des experts l'ensemble des comportements et jusqu'aux opinions, pour qu'ils deviennent « écocompatibles », pourrait permettre de parachever cette « bureaucratization du monde ».

Les auteurs montrent comment certains discours à prétention critique, de plus en plus présents dans la société, sous la bannière de la décroissance notamment, pourraient participer à ce nouvel approfondissement du contrôle bureaucratique, tellement ils sont indigents en matière de critique de l'État, du capitalisme, ou de la production industrielle.

L'avenir radieux de la production

Une partie importante de l'ouvrage étudie l'évolution récente du discours sur la catastrophe porté directement par les États, les bureaucraties supra-étatiques, les experts scientifiques de toutes sortes, et désormais les industriels. L'évolution extrêmement rapide de ce discours, et l'incroyable matraquage médiatique asséné, ne doivent pas faire oublier sa nouveauté : jusqu'à très récemment, le corps scientifique était quasi unanime pour traiter de plaisantins ceux qui dénonçaient la responsabilité des activités industrielles dans le bouleversement climatique.

Ce passé proche de la propagande est aboli par son présent : désormais réchauffement et « empreinte carbone », opportunément confondus avec les divers problèmes d'approvisionnement énergétiques, sont censés résumer à eux seuls le tout de la catastrophe. Ils offrent un autre avantage : justifier une relance de la production industrielle, avec le nucléaire, les agrocaburants et autres prétendues

« énergies renouvelables », la « haute qualité environnementale » dans la construction, la « géoingénierie », et bien d'autres choses qui vont bientôt sortir des cartons, en même temps que l'inévitable « survie rationnée » que l'on se prépare à nous imposer.

On a décrit il y a déjà longtemps cette manière de gouverner qui terrorise et rassure successivement, pour obtenir abasourdissement, sentiment d'impuissance, et donc soumission et obéissance. La nouveauté, c'est que cela devienne le mode principal de gouvernement, structurant toujours plus la vie sociale, les consciences, et les conditions concrètes.

La thèse des auteurs sur ce point est claire, et semble assez étayée : nous n'assistons pas à un simple replâtrage de surface du capitalisme, une petite couche de peinture verte, mais bien au début d'une restructuration-mutation beaucoup plus profonde, rendue à la fois nécessaire par l'accumulation de problèmes insolubles, et désirable pour les industriels puisqu'elle ouvre de gigantesques perspectives de production et donc de profits.

Le modèle historique de cette restructuration est l'effort de guerre, avec sa planification accrue de l'économie et de la vie sociale. Quant à l'ennemi, quel est-il : la catastrophe, la nature, les hommes et leur liberté possible ? Tout cela à la fois sans aucun doute.

La situation actuelle posant des problèmes toujours plus intenable mènent donc au point de susciter des réformes profondes. Mais bien évidemment ces solutions-là aussi seront inefficaces – comment en serait-il autrement alors que tout dans leurs présupposés et leur logique perpétue ce qui a provoqué la catastrophe. Elles permettront juste de poursuivre encore le cours si regrettable des choses, tout en restreignant davantage la liberté.

Notons en passant que parmi ces réformes, les auteurs envisagent logiquement un « retour de l'État » et la fin de la « parenthèse néo-libérale ». Les nationalisations-éclaircies dans le secteur financier

intervenues depuis semblent leur donner raison.

Le tableau sommairement dressé ici n'est certes pas encourageant, et l'on attend la sempiternelle question : « mais alors, que proposez-vous ? », si caractéristique d'une époque où chacun ne cherche qu'à se débarrasser de la responsabilité de sa vie sur les experts, sur n'importe qui.

L'ouvrage fait pour sa part une proposition simple, et pas très nouvelle : face à une telle situation, les seules critiques à la hauteur seront celles qui s'assumeront clairement à la fois comme anti-industrielles et anti-étatiques. Il semble bien, malheureusement, qu'aucun mouvement social ne puisse en assumer la charge dans un avenir prévisible. Est-ce une raison suffisante pour que des individus libres ne l'assument pas pour eux-mêmes, et ne défendent pas publiquement, comme ils peuvent, de telles perspectives ?

On peut enfin avancer une autre remarque : comme pour toutes les périodes de bouleversement, on ne peut exclure à priori que les temps qui viennent n'ouvrent des perspectives politiques inédites et n'offrent des occasions intéressantes d'intervenir. Il incombe en tout cas à ceux qui ne se résignent pas à l'avenir programmé de la catastrophe et de sa gestion autoritaire de faire ce qu'ils peuvent en ce sens, en s'efforçant de se forger une compréhension lucide de ce contexte changé et plus embrouillé que jamais.

Cédric.

Repères bibliographiques

Quelques livres publiés par l'Encyclopédie des nuisances entre 1992 et aujourd'hui, parmi une vingtaine d'ouvrages originaux :

De René Riesel : *Déclarations sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer* ; *Aveux complets des véritables mobiles du crime commis au CIRAD le 5 juin 1999* ; *Du progrès dans la domestication*.

De Jaime Semprun : *Dialogues sur l'achèvement des temps modernes* ; *L'abîme se repeuple* ; *Apologie pour l'insurrection algérienne* ; *Défense et illustration de la novlangue française*. Voir aussi : *Remarques sur l'agriculture génériquement modifiée et la dégradation des espèces*.

L'EdN a d'abord été une revue, avec 15 numéros parus de 1984 à 1992.

Elle a aussi publié Kaczynski, Orwell, Anders, Charbonneau, ou récemment Mumford.

8 - Mauvaises fréquentations

Jean Estaque

Jean Estaque a conservé de sa région natale, l'Ariège, le savoureux accent de la langue occitane. Cet artiste prolifique et discret s'est établi à Savennes depuis une trentaine d'année, pour créer ses peintures et ses sculptures.

C'est là que nous l'avons rencontré à l'occasion de l'ouverture de son nouvel atelier : pas de publicité, pas de vernissage et donc pas d'officiels, député, maire, mais des autochtones ignares ou connaisseurs sans prétention.

Creuse-Citron : Où sommes-nous ?

Estaque : Dans mon nouvel atelier, que je viens de finir d'aménager par mes propres moyens. Moi, ce qui m'intéresse c'est de me faire plaisir, de pouvoir faire les expos dont j'ai envie, d'inviter de jeunes artistes qui n'ont pas de lieu. Je vais aider, quand je pourrai, des jeunes artistes en leur prêtant ce lieu pour exposer dans de bonnes conditions. Pour moi, ça me permet de mettre mon travail en valeur : quand je prépare une exposition, ça me permet de faire une simulation, de voir comment les œuvres fonctionnent les unes avec les autres. Le lieu de présentation est au rez-de-chaussée et au-dessus j'ai un espace pour travailler.

Creuse-Citron : Tu dis que tu ne veux pas avoir affaire avec la Drac et les subventions...

Je n'ai rien demandé, c'est complètement privé. J'ai soixante-deux ans, une carrière derrière moi, j'ai la chance d'être reconnu comme artiste. Je n'ai rien demandé aux institutions, je m'en fous, c'est pas mon truc.

Donc tu as les mains libres, mais comment fais-tu fonctionner ce lieu ?

Oui, j'ai les mains libres, j'ai fait ça



avec mes fonds propres et en mon nom propre, je n'ai pas d'association support. Si j'invite un artiste à exposer là, il faudra que je lui fasse une pub. Je vais essayer tous les deux derniers week-end du mois, vendredi samedi et dimanche, les après-midi de 15 h à 19 h. J'ouvrirai toute l'année, dans la mesure du possible.

Tu viens juste de finir les travaux ?

Oui, c'est pas encore ouvert. Je vais voir comment je vais le faire fonctionner, je veux que ce soit aussi un lieu de discussion, un lieu un peu culturel et au delà. Un lieu ouvert à celui qui veut faire une réunion, faire une lecture devant un petit public, faire une dédicace, parler de son boulot.

Le lieu va porter un nom ?

Ça s'appelle la Maison du Tailleur, autrefois il y avait ici un tailleur, un tailleur d'habits, et ce nom est resté. Il y a eu ici un bistrot, un restaurant, un bureau de poste, un bureau de tabac, à la grande époque du Maupuy, au début du XX^{ème} siècle, il y avait en haut des chambres pour les ouvriers tailleurs de pierre.

On dit même que Ravachol est passé par ici chez le tailleur ?

Ravachol, je ne sais pas, mais certains membres de la bande à Bonnot ont fini leur vie à Crocq.

Ravachol, la bande à Bonnot et plus récemment Mesrine, la Creuse est une terre d'accueil.

C'est un beau lieu, des belles pièces où il y a de belles choses. Ici, il y a tout un mur sur la guerre avec une visée antimilitariste qui est amené à être complété ou changé par autre chose ?

Je pourrais faire une expo complète sur ce thème avec Jacques Trouvé qui a peint les fusillés pour l'exemple et qui doit venir me voir. Moi, j'ai des « tableaux-vitrines » sur les soldats.

Tu pourrais faire par exemple une histoire d'Estaque, à partir de ce que tu faisais avant sur le rugby ?

Je n'ai pas envie de faire de rétrospective. Je préfère faire « mes amours, mes amis, mes rencontres », me



mettre avec les gens que j'ai rencontré, essayer de retrouver mes œuvres.

Comme les premières expos qu'on a fait avec Henri Hairabédian par exemple : les peintres qui ont exposé avec nous, ceux qu'on a rencontrés. À cette époque-là, c'était l'après 68, il y avait un côté bab dans le coin, pas mal de potiers, certains faisaient des choses exceptionnelles. Ça m'intéresse de remettre en valeur mes travaux par rapport aux arts décoratifs.

Tu es toujours resté en Creuse, tu as toujours travaillé ici ?

Mon père était artisan en Ariège, il voulait que je reprenne son affaire et j'ai atterri à l'école des métiers du bâtiment à Felletin. Quand j'ai eu mon diplôme, j'étais encore sursitaire, j'avais un an devant moi et ça ne m'intéressait pas du tout d'être chef d'entreprise, de galérer comme mon père. À l'époque, c'était facile d'avoir du boulot, j'avais l'embarras du choix, je suis rentré ici au ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. J'y ai passé un an, je me suis marié et je suis resté en Creuse. Je jouais au rugby.

Mauvaises fréquentations - 9



Que penses-tu de la politique culturelle creusoise de nos édiles ?

Il y a du bon et du moins bon, je ne désire pas en parler, ce serait trop long à développer.

Avec Rebeyrolle, tu as eu des affinités picturales ?

Rebeyrolle est un grand peintre, un des plus grands de sa génération. Il n'a pas été tellement connu, puis on a eu la chance d'avoir le musée Rebeyrolle à Eymoutiers. À l'origine, celui qui a le plus défendu l'art et la culture, c'est le docteur Jean Fraisseix, maire d'Eymoutiers, qui a inventé le Fonds d'art contemporain du Limousin c'est-à-dire une sorte d'impôt : les communes qui adhéraient, payaient une certaine somme par habitant pour financer un fonds et des expositions tournantes d'art contemporain en Limousin. Rebeyrolle était un artiste hors normes, il était au-delà du circuit des grands galeristes et de l'État.

Du fait que la fondation Rebeyrolle soit en Haute-Vienne, est-ce que ça ne le cantonne pas à une dimension seulement régionaliste ?

Non, quand Pinault a acheté Rebeyrolle il a fait sa cote car il en a acheté dix-huit d'un coup. C'est une grande fondation qui est partenaire avec l'espace Rebeyrolle et qui prête des expos Picasso, Léger, César ; tous les ans il y a ainsi des expos qui se greffent dans la salle d'expos temporaires de l'espace Rebeyrolle. C'est une très bonne politique, moi je n'aime pas les trucs figés, j'aime les trucs qui changent.

Quand je me suis occupé d'un musée de l'école, à St-Agnant-près-Crocq, je n'étais pas d'accord pour reconstituer, comme ça se fait partout en France, une école avec les tableaux noirs et tout le reste et comme animation une dictée à l'ancienne avec de l'encre violette ! Moi, j'ai dit ok, mais avec deux conditions : d'une part, faire une installation avec la symbolique de l'école d'autrefois, une exposition thématique, d'autre part, créer un espace d'art contemporain à côté, confié à un artiste en phase avec l'expo présentée. J'ai fait ça pendant cinq ans. La première année sur l'écriture, avec un artiste qui avait dans ses tableaux une omniprésence de l'écriture. La deuxième année, j'ai fait une expo sur les jeux et jouets éducatifs. Je suis allé chercher au musée de Bourges la collection de Pierre Petit, c'était tout le côté ludique de l'enseignement à cette époque-là ; et à côté on a fait une expo d'art contemporain avec un artiste qui faisait des jouets. Après, j'ai fait « leçon de choses » et, comme artiste, j'ai pris Cueco qui fait des patates, des choses qui sont proches de la nature. Il y avait une dynamique et tous les ans l'expo était complètement changée. Maintenant c'est fini, c'était lié à la présence d'un élu qui voulait faire quelque chose de vivant pour attirer un peu de monde sur le plateau et quand il n'a plus été là, ça s'est arrêté.

Ce lieu que tu crées toi-même, sans rien demander à personne, quelle audience veux-tu lui donner ?

Je m'en fous, ce qui m'intéresse c'est que ça vive, qu'il y ait des choses intéressantes qui s'y fassent. Je ne veux pas non plus que ça me bouffe par

rapport à ma création, à mon boulot. Je donne une petite partie de mon temps pour en faire un lieu de rencontres, mais je ne suis pas un mécène. Je souhaite que la thématique des expos arrive à faire réfléchir des gens, à donner à voir des choses qu'on ne verra pas ailleurs.

Je ne veux pas être concurrent d'un musée, d'un centre culturel. J'ai tellement connu de trucs, quand Beaubourg s'est fait j'ai connu le Beaubourg d'Occitanie, les mecs du PC avaient fait un anti Beaubourg sur le Larzac, ça tournait bien et maintenant ceux qui y étaient exposés sont tous dans les musées.

Donc, là, c'est plutôt destiné à fonctionner sur le bouche à oreille et on pourrait y faire une réunion de Creuse-Citron. Et d'ailleurs que penses-tu de notre journal ?

Oui, vous pouvez venir ici. Votre journal c'est bien, c'est un peu un contre-pouvoir dans le département. Dans les années soixante, on avait fait « le temps des cerises » avec Henri Hairabédian, Guy Gibaud.

Vas-tu faire une inauguration ?

J'ai demandé au maire et aux gens du village de venir voir. Je vais ouvrir ce lieu et je veux que les gens qui habitent autour soient les premiers au courant. Je ne veux pas qu'ils voient défiler du monde sans savoir ce qui se passe. Je ne veux pas faire une inauguration officielle. Par contre, j'ai de nombreux amis dans les milieux culturels, politiques et médiatiques, qui, je l'espère, prendront plaisir à fréquenter ce lieu comme vous le faites aujourd'hui.



Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5€ (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10€ (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100€ (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de Creuse-Citron Libre et adressez-le à Creuse-Citron, C/o CNT 23, BP 2, 23 000 Sainte-Feyre.

10 - Capitalisme à la poubelle

YA BASTA !

Le Kapital en crise ne nous offrira plus le jouissif spectacle des banquiers de 1929 s'écrasant aux pieds des gratte-ciel de leurs super-trusts. C'est qu'aujourd'hui ils sont équipés de « parachutes dorés » ! Pour obtenir leur scalp, il va falloir sortir de nos réserves, unir nos forces : sur le sentier d'une guerre qui n'a jamais cessé, nous retrouverons beaucoup de peuples sans État, en quête d'un futur autre que ce monde immonde !



Durable, le capitalisme ?

« Depuis plus d'une décennie, les talibans du divin marché financier ont rejeté tous les avertissements, méprisé tous les contradicteurs et récusé toute tentative de régulation. Résultat : le divin marché a accouché d'un monstre comparable à la créature de Frankenstein, que personne ne parvient plus à maîtriser. » Comment expliquer que ces mots iconoclastes apparaissent dans *Libération*, financé par le banquier Edmond de Rothschild, sous la plume de son directeur Laurent Joffrin qui se vantait auparavant d'en avoir fait l'un des « instruments de la victoire du capitalisme dans la gauche » ! C'est que l'enjeu est de taille : les pauvres vont-ils accepter passivement d'être les principales victimes de la crise ? Ne risquent-ils pas de rejeter avec l'eau du bain le bébé capitalisme et ses parrains, patrons,

politiciens, experts... journaliste ? Après la fumisterie du développement durable, le mirage du capitalisme moralisé va-t-il envahir les médias ? Suffit-il d'accoler deux termes contradictoires pour accoucher d'une synthèse impossible ? Les réponses aux soubresauts d'un système mortifère (et mortel) sont à rechercher en nous-mêmes, dans nos révoltes, nos réflexions, nos solidarités.

Sauvages, ces peuples ?

Les habitants de la jungle capitaliste ne sont pas tous soumis et résignés. Ainsi des peuples originels, peuples sans État, ont résisté et survécu aux massacres et ethnocides. Si quelques échos assourdis nous parviennent depuis les forêts du Chiapas ou les faubourgs d'Oaxaca et d'Atenco, bien d'autres luttes se développent. Leur culture communautaire, écologique, égalitaire remet radicalement en cause près d'un siècle de confiscation des révoltes ouvrières et paysannes par le socialisme autoritaire occidental, aujourd'hui en déroute : démocratie du cercle contre hiérarchie de la pyramide... La proximité de leurs revendications et modes d'action avec les nôtres s'est avérée, il y a quelques années, lors de rencontres de petits paysans de Loire-Atlantique, animateurs de Paysans en lutte, avec des indiens Mapuche (Chili).

Dans ces « veillées paysannes », durant parfois toute la nuit, s'échangeaient une fraternité liée au rapport à la terre, à la pratique d'action directe, à une culture menacée d'extinction : « Indio », « Paysan » ne se voulaient-ils pas des qualificatifs méprisants de vaincus de l'Histoire ? Plus récemment, l'intérêt et l'actualité de leur parole jaillissent de textes élaborés à l'occasion de la première rencontre de plus de 60 peuples originels des Amériques en octobre 2007 à Vicam (Mexique), dont des extraits inédits sont présentés ci-dessous.

Elan Noir

À lire absolument : *La Commune d'Oaxaca*, Georges Lapierre, éd. Rue des Cascades, 2008.



Par la croix et l'épée...

Le capitalisme nous a amené la propriété privée, l'injustice, la violence et la tyrannie, les ravages d'une extermination cruelle et sanglante par la croix et l'épée. Pour nous, peuples originels, le système capitaliste est totalement contraire à nos principes, il promet l'individualisme alors que nous préserveons en communauté les ressources de la terre, de la nature qui nous nourrit.

La guerre de conquête continue ; avant, ce fut par les armes et une foi confessionnelle catholique.

Maintenant nous voyons avec tristesse que les partis politiques appellent à leur donner des votes, ils divisent nos familles, les partis sont une plaie, une malédiction. Nous proposons de nommer nos autorités sans l'intervention des partis politiques, l'assemblée communautaire étant l'autorité suprême. Hier ils sont venus avec la soif de l'or, aujourd'hui ils veulent nos ressources naturelles, nos terres, les forêts, les minéraux, les eaux, et même l'air. Tout ce qui intéresse les hommes d'affaires, c'est de vendre leurs marchandises. Ils introduisent des semences transgéniques stériles pour nous obliger à leur acheter leurs graines année après année ; il nous faut

conserver nos graines ancestrales. Les médias promeuvent le consumérisme et l'exploitation, la télévision nous entraîne dans un monde aliénant. Il faut lutter pour nos terres communales, ne pas les laisser privatiser, récupérer celles dont nous avons été dépouillés. Il faut lutter pour récupérer nos modes de production ancestraux. Il faut lutter contre l'idéologie dominante. Il faut lutter pour conserver nos langues originelles. Il faut lutter pour arriver à l'autonomie alimentaire. Cette guerre capitaliste nous affecte tous, tous les pauvres, pas seulement les Indiens.

Il existe un mot qui remonte aux origines de l'humanité, qui désigne les luttes des hommes et des femmes de tous les coins de la planète. Ce mot c'est liberté. Une gigantesque subversion se poursuit. Aucun manuel n'enseigne ses méthodes et ses moyens, il n'y a pour cela ni livre de recettes, ni dirigeants derrière leurs bureaux. Il y a l'expérience des peuples originels, à laquelle s'ajoutent le soutien et la détermination des travailleurs de la ville et de la campagne, de toutes celles et de tous ceux qui savent que ce monde n'aura aucune chance d'exister, si ce sont ceux d'en haut qui gagnent cette guerre.

Utopie ?

Tout le monde se félicite du sauvetage de la banque franco-belge Dexia. La CDC (Caisse des dépôts et consignations), vient de cracher deux milliards de nos livrets A pour tirer de la merde une de ses filiales. Par l'intermédiaire de CDC Capital Investissement, elle gère par ailleurs des fonds communs de placements à risque, pour un total de 1,8 milliards d'euros. Ce qui met en lumière une réalité déjà ancienne : le pognon des petits épargnants est investi depuis les années 1980 sur des produits financiers risqués. La CDC déclare ne pas charrier d'actifs pourris, ou très peu (pour 300 millions d'euros quand même) et n'investir que sur des placements sûrs.

Dexia passera l'hiver au chaud. Elle a plus de chance que le million de français qui vivent dehors, dans des tentes, des caravanes, des mobil-homes ou des cabanes, et que les quatre millions qui se les pèlent dans du dur minuscule et insalubre.

Deux milliards, c'est le financement du logement social. C'est aussi le résultat net de la CDC, qui brasse dans les 250 milliards d'euros (à peu près le budget de l'État français). L'État est-il garant, ou la CDC garantit-elle l'État ?

Et d'ailleurs, c'est quoi un État ? La Principauté de Monaco, qui compte plus de sociétés-écrans et d'établissements financiers que d'habitants, partage ce titre avec le Cameroun, dont le Trésor Public est une ligne comptable sur le compte de l'État français, ou que la France, où l'État remonte au moins à Louis XI.

Ça sert à quoi, un État ? On le voit aujourd'hui. Ça sert à garantir aux riches le droit d'aller piquer dans la poche des pauvres pour conserver leur capacité de les saigner à blanc. Par ailleurs, il est impossible de mettre du fric dans l'Éducation nationale, la Santé ou quoi que ce soit qui puisse servir au bien-être commun, car c'est la crise. Serrez-vous la ceinture et ouvrez vos poches, il faut sauver les entreprises (elles ont cramé la plus-value réalisée sur votre sueur).

On pourrait faire des trucs rigolos. Par exemple, retirer tout le fric des livrets (un peu plus de 100 milliards d'euros) et créer des Caisses coopératives coupées de la finance qui serviraient uniquement à réaliser ce dont nous avons besoin. Avec 100 milliards, on peut acheter des terrains, lancer des réseaux économiques non marchands qui, par la suite, fonctionneront sur un mode coopératif, sans pognon et sans personne qui puisse faire du



beurre dessus. Ça permettrait, l'histoire le prouve, de bosser moins, plus agréablement et de ne manquer de rien.

Utopie ? Il y a deux sortes d'utopies : celles qui font dépendre la vie de milliards de personnes d'un jeu virtuel sanglant et suicidaire, et celles qui organisent une existence délivrée des délires psychopathes d'une minorité. Personne n'en a ras-le-bol ? Tout le monde est prêt à payer l'addition du riche ? Ou est-ce que certains songent à le laisser se démerder tout seul ? Il est temps d'y penser.

En Argentine, un beau matin de 2002, le menu peuple s'est cassé le nez contre les guichets fermés des banques. Son fric s'était volatilisé. Plus rien à manger, plus de monnaie pour faire les courses. Les diabétiques crevaient sur les trottoirs faute d'insuline. 50 % de la population s'est retrouvée en quelques jours sous le seuil de pauvreté.

En cas d'inflation galopante, l'épargne de toute une vie n'arrive même plus à payer une baguette de pain. Dans les années 1930, c'est la course aux armements, puis la guerre, puis la reconstruction qui ont relancé la machine. Il y a les utopies qui nous font mourir, et celles qui pourraient nous faire vivre. Mais il faut être nombreux à le décider. On peut s'appuyer sur des réseaux déjà existants, comme les SEL (systèmes d'échanges locaux). Cela n'empêche pas de continuer à vivre dans le système. Ça

peut se faire à petite échelle : 5000 personnes qui mutualisent en moyenne 1000 € chacune, ça fait cinq millions d'euros. Immédiatement investis dans un local, un terrain, des équipements collectifs, des stocks, ça permet de démarrer quelque chose. Une production, un service, un réseau d'échanges susceptible de faire circuler une monnaie virtuelle, comme les grains de sel, voire de se passer de monnaie. Ça a déjà été fait, on sait que c'est praticable.

La seule question, qui n'est pas venue sur le tapis depuis le début de cette crise, et qui est pourtant centrale, est celle des paradis fiscaux. La seule mesure efficace serait de les abolir. Ce serait un crève-cœur : ils assurent à la fois la santé du système international de pillage colonial et l'impunité de ses acteurs, qu'ils soient politiques, économiques ou financiers. Dans cette entreprise de dévastation, les États et les grands organismes comme l'ONU ou l'OMC jouent le rôle de flics et d'administrateurs.

N'attendons pas de crever de leur folie. Il ne s'agit pas de balancer des bombes ni de couper les têtes, mais d'abandonner le vieux monde à sa connerie. Alors, on les envoie chier ? Et puis, sans nos milliards, Crédit est mort. Et ça, c'est bien plus dangereux pour le capitalisme que les bombes de Ravachol.

Laurence Biberfeld

12 - Mémoire aux poings

Lui, Armand Robin, traducteur, écouteur, poète, anarchiste

Armand Robin est né en 1912 dans une famille paysanne des Côtes d'Armor. Jusqu'à son entrée à l'école à l'âge de huit ans, il ne parle que le dialecte breton de son village natal. Excellent élève, il manifeste un don exceptionnel pour les langues (il en parlera plus de 25) et de sérieuses aptitudes pour la contestation (ses camarades le surnomment Voltaire). Il poursuit des études littéraires à Lyon. Plus tard, candidat à l'agrégation, les insolences auxquelles il se livre devant le jury lui vaudront de ne pas être reçu.

Proche du parti communiste, il fait en 1934 un voyage en URSS. C'est une rupture. Il découvre l'oppression et le triste spectacle qu'offrait alors la prétendue patrie des travailleurs : « Muet, ratatiné, hagard au souvenir du massacre des prolétaires par les bourgeois bolcheviques, je me serraï loin de tout regard auprès de chaque ouvrier russe tué en vue d'accroître le pouvoir de l'argent. Par sympathie pour ces millions et millions de victimes, la langue russe devint ma langue natale. » Il prend dès lors ses distances avec le parti communiste, mais soutient le front populaire.

Son apprentissage des langues étrangères répond à une double intention : celle de devenir ce qu'il est : sans limites, sans sol, sans maître, et celle d'être en phase avec les opprimés en participant à leur résistance. Il lui faut travailler pour la parole et contre la fausse parole. Il est TRADUCTEUR.

Il se crée un métier, ÉCOUTEUR. Grâce à son don des langues et à un poste de radio, il passe une grande partie de sa vie à l'écoute des radios étrangères et notamment des services de propagande soviétique. Il a pratiqué jusqu'à l'épuisement (14 à 15 heures d'écoute par jour) cette activité de dénonciation des « propagandes en tout genre, mécanique du mensonge, guerre psychologique... » De 1945 à 1961, il écoute régulièrement environ une cinquantaine de stations en une vingtaine de langues (dont le russe, le chinois, l'arabe, l'espéranto...) et en une trentaine de dialectes (dont l'araméen, le japonais, le vieux slavons, le yiddish...).



À la Libération, bien qu'il ait fait des écoutes pour la Résistance, il est sur la liste noire du Comité national des écrivains, dont fait partie Aragon qui ne lui pardonne pas son anti-stalinisme :

« La grande bête qui est source, centre sans fin de la merde,

La bête tellement merde que toute terre en devient merde,

La bête partout prêchant : "LE BONHEUR, C'EST MA MERDE !"

Et condamnant l'humanité pour crime de lèse-merde,

La tarasque toute en merde, travailleurs, c'est LE STALINE.

Je le nomme LE Staline, car UN Staline n'existe pas :

En effet LA merde ne peut être UNE merde ;

Si peu qu'on soit merde on est TOUTE la merde. »

Poèmes indésirables

En 1945, il adhère à la Fédération anarchiste, dont il deviendra secrétaire de la région sud de Paris et de la Seine en 1946. Il y publiera ses *Poèmes indésirables*, dédiés à Essenine et Maïakovsky, « assassinés par le régime soviétique... » « Leur reproduction et leur traduction, écrit-il, sont absolument libres pour tous les pays ; aucun droit d'auteur ; ces poèmes tombent dans le "domaine public" dès aujourd'hui ; ils ne doivent être utilisés par aucun parti politique existant ou à venir... Ils ne doivent servir aucune cause "nationale" ni aucune cause faussement

"internationale", ils ne doivent être cités élogieusement par aucun journal, aucune radio, aucune "revue littéraire", bref aucun organisme officiellement ou officieusement chargé de tromper. »

Il collaborera au *Libertaire* jusqu'en 1957. Il y fréquentera Georges Brassens, Michel Ragon, Maurice Joyeux... et prendra fait et cause pour les Algériens en lutte pour l'indépendance.

Submergé de dettes, malade, il disparaît de son domicile le 27 mars 1961. Le 29 mars, il meurt dans des circonstances non élucidées à l'infirmerie spéciale du Dépôt de la Police à Paris, après un passage (musclé ?) au commissariat.

A, noir

Bibliographie :

La Fausse parole, éd. Le temps qu'il fait, 1979, rééd. augmentée 2002 ; *L'Homme sans nouvelle*, éd. Le temps qu'il fait, 1981 ; *Les Poèmes indésirables*, Éditions Anarchistes, 1945, rééd. 1981 ; *Quatre poètes russes*, Seuil, 1949, rééd. 1985 ; *Poèmes d'André Ady* (traduction A. Robin), Éditions Anarchistes, 1946, rééd. 1992 ; *Ma vie sans moi*, Gallimard, 1940, rééd. 1970 ; *Le Temps qu'il fait*, Gallimard, 1942, rééd. 1986 ; *Poésie non traduite II*, Gallimard, 1958 ; *Le Monde d'une voix*, Gallimard, 1968 ; *Pâques fête de la joie*, Calligrammes, 1982.

Faisons bouillir le pape dans l'eau de Lourdes

Libertariens, libéraux et libertaires

En France, les socialistes sont libéraux et certains trotskistes se disent libertaires ; d'autres individus, ici ou aux Amériques, se disent anarcho-capitalistes ou libertariens ! Quel merdier !

Les libertariens ne sont pas des anarchistes, ce sont des ultra-libéraux.

Des faux anarchistes

Précisons d'abord les contradictions de l'utilisation par les capitalistes libéraux de la terminologie anarchiste. Malgré leur volonté de récupération de la mouvance individualiste, principalement américaine d'ailleurs de l'anarchisme (Spooner, Tucker, etc.), les libertariens sont pour un individualisme libéral et non pas des anarchistes individualistes.

Certains libéraux, Rothbard notamment (disciple de l'économiste ultra-libéral Mises) s'approprièrent le terme de "libertarian", et d'autres libéraux, opposés à la faction minarchiste qui ne demande que la limitation des prérogatives de l'État, créeront l'oxymore "anarcho-capitaliste".

Il se trouve, dans les faits, que les libertariens / anarcho-capitalistes ("anarcaps" pour les intimes) forment des partis politiques qui se révèlent n'être que des soutiens pour des partis centristes de droite ou conservateurs : ils soutiennent de fait l'existence de l'État.

En rentrant dans le jeu de l'autorité publique, ils s'excluent ainsi de leurs prétentions anarchistes.

Leur défense de la propriété privée des moyens de production et de distribution fait qu'ils n'ont rien contre le pouvoir que les propriétaires ont concernant des locataires ou des salarié(e)s.

Les anarcho-capitalistes (ou libertariens) ne s'opposent pas à la concentration de la richesse, aux distinctions de classe. Ils utilisent également la manipulation à des fins idéologiques. L'oxymore "anarcho-capitaliste" en est un exemple, il associe les deux termes "anarcho" et "capitalisme" qui signifient pour eux "individualisme" (au sens libéral) et "libéralisme économique".

Les anarcho-capitalistes sont en fait simplement des capitalistes qui s'opposent au découpage par l'État de leurs propres bénéfices par les règlements et par l'imposition. C'est leur rogne unique contre l'État. Leur rejet de l'État est factice car ils ne rejettent pas la hiérarchie (fondement des sociétés autoritaires) et, n'ont donc rien d'anarchistes.

Des doctrinaires libéraux

Les libertariens prônent la privatisation de tous les services publics. Tous les services seraient donc laissés au libre jeu du marché.



C'est la concurrence qui assurerait l'équilibre.

Ils défendent aussi la "hiérarchie naturelle" ainsi que la hiérarchie économique et sociale qui ne fait que refléter, selon eux, une hiérarchie naturelle "inévitabile".

Hans-Hermann Hoppe s'exclame ainsi : "*Les riches sont en règle générale intelligents et industriels, alors que les pauvres sont typiquement stupides ou paresseux, ou les deux à la fois*".

Ils ont parfois également, suivant la logique de la "hiérarchie naturelle" des positions qu'on peut assimiler à de l'eugénisme, ainsi que des tendances anti-écologistes.

Hormis Friedman, ils prennent des positions anti-immigrationnistes. Ils sont pour le port d'armes et les ventes d'armes libres.

Enfin, ils peuvent également être taxés de liberticides puisque leur vision de la liberté est principalement orientée sur la capacité économique de l'individu ; ceux qui ont beaucoup d'argent auront plus de liberté que ceux qui ont peu d'argent, la liberté pour eux a un prix.

Les libertariens vénèrent d'ailleurs les entrepreneurs riches. Leurs maîtres-mots sont privatisation et concurrence.

Une fausse liberté

La conception de la liberté que propose un libertarien, pièce maîtresse de son argumentaire, est on ne peut plus éloignée des positions anarchistes.

Cette liberté est la liberté individuelle de n'être pas entravé : c'est la liberté dite négative, conçue d'une manière purement individuelle et garantie par un système de protection que certains veulent privé

tandis que d'autres reconnaissent qu'un État sera nécessaire à son maintien. Or cette liberté, qui ignore tout des circonstances, est d'une confondante pauvreté. Le salarié contraint de se vendre y est présumé libre.

C'est la liberté du renard dans le poulailler, c'est celle de ces villes grillagées ou de ces beaux quartiers derrière lesquels se réfugient les plus riches citoyens pour échapper au chaos qu'ils ont créé, c'est la liberté qui s'accroît avec l'esclavage d'autrui.

Le libertarianisme est une liberté faussée par l'argent. Seuls les riches auraient une réelle liberté puisque dans une société libertarienne, tout se paye.

Une nébuleuse ultra-libérale

David Nolan a fondé le Parti Libertarien américain en 1971, défendant le libéralisme économique et les libertés individuelles au sens libéral.

Ayn Rand (1905-1982) théoricienne de l'objectivisme, une doctrine qui prône l'égoïsme comme moteur de toutes les actions humaines, a fait avant tout le monde, et dans l'Amérique du New Deal, l'apologie d'un capitalisme libéral. À bien des égards, Rand est la "maman" de tous les libertariens, celle à laquelle tous se réfèrent.

Les libertariens se basent également sur les travaux d'économistes ultra-libéraux tels que Mises, Bastiat, Hayek, Molinari, etc.

Plusieurs partis libertariens existent : Parti Pirate Suédois, Alternative Libérale en France. Ils ont une influence non négligeable en premier lieu aux USA et en Amérique du Sud, mais également au Canada, en Belgique ou en Suisse.

Libertariens et libertaires : deux mondes opposés !

Le mouvement libertarien est d'essence libérale.

Il se distingue de l'anarchisme de deux manières : loin de nier la propriété privée, il se fonde sur elle, et après avoir posé l'égalité formelle de tous les individus en droit, il admet les inégalités matérielles.

Le libertarianisme est la forme ultime du capitalisme individualiste, l'argent est son dieu. Ce mouvement a le soutien moral des rentiers et des milliardaires.

Alayn (d'après des extraits de Normand Baillargon et d'Anarchopédia)

14 - Mauvaises lectures



L'empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale de Jean-Claude Michéa. Ed. Climats, 2007.

Dans le dernier numéro de *Creuse-Citron* (Revue de crise, p. 15), nous avons évoqué le long interview que Jean-Claude Michéa avait donné au bulletin de critique bibliographique, *A Contretemps* (n° 31). Il s'y exprimait assez longuement sur son dernier livre, *L'empire du moindre mal*.

Cet ouvrage est, sans doute, un des plus importants de ces dernières années, dans le domaine de la philosophie politique. L'auteur nous explique pourquoi le libéralisme, aujourd'hui omniprésent sur presque toute la planète, a pour but de mettre en place « la moins mauvaise société possible » avec son corollaire pratique, le développement d'une « politique du moindre mal ». On

reconnait là, aisément, la célèbre formule de W. Churchill : « la démocratie est la pire des régimes à l'exception de tous les autres ». Considérant que les hommes n'ont pas la capacité morale à construire un monde « décent », le libéralisme s'appuie sur cette vision profondément pessimiste, pour développer une violente critique de la « tyrannie du Bien » (celle de toutes les utopies !). Avec cette critique, le libéralisme oblige alors à « considérer la politique moderne comme un art purement négatif : celui de définir, en somme, la moins mauvaise société possible ».

Ce livre, extrêmement ambitieux, d'une densité intellectuelle peu courante, réhabilite en la renforçant la figure de l'homme révolté, éternelle veilleuse de l'espoir utopique qui sommeille dans le cœur de nombreux compagnons.

Les renseignements généraux

Production et diffusion de brochures pédagogiques

C'est un collectif qui réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui les préoccupent ou les révoltent. Leurs exposés ne sont pas exhaustifs mais constitués plutôt d'une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action.

Ces brochures peuvent être modifiées (l'indiquer alors clairement sur la couverture), reproduites et diffusées. Elles ne sont pas faites pour être stockées mais pour circuler partout. Elles peuvent être posées dans un endroit où elles seront lues.

Ce collectif a pour mot d'ordre : « Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées ! »

Quelques titres disponibles :
Critiques et espoirs du commerce équitable,

A qui profite l'aide au développement ?
Comment blanchir l'argent sale ?
Sommes-nous en démocratie ?
Nucléaire : jusqu'ici tout va bien.
L'agriculture de destruction massive.
Dominations et liberté.

Toutes leurs brochures, leurs textes... sont trouvables sur leur site :

www.les-renseignements-generaux.org



Basta ya ! de la *Compagnie Jolie Môme*

Pour ceux qui ont manqué la fête de la *Compagnie Jolie Môme* (La Belle rouge) qui a lieu, depuis quelques années en juillet, à Saint-Amand-Roche-Savine (près de Clermont-Ferrand), une petite séance de « rattrapage » a été organisée, à Limoges, lors de la manifestation, *Rebelle si tu voulais*, en octobre dernier. Nous avons pu assister à leur spectacle *Basta ya !* (chansons en partie théâtralisées).

C'est aussi l'objet d'un bien beau CD. Onze morceaux qui nous baladent sur tous les champs de lutte et de résistance avec un enthousiasme et une joie sans commune mesure. Des sans-papiers aux Algériens massacrés en octobre 1961, en

passant par la lutte pour les services publics, on peut déguster la reprise de la magnifique chanson de Serge Utgé-Royo, *Juillet 1936* (Hommage à la révolution espagnole) avec son refrain, un rien nostalgique : *Dame tu mano companero / Y préstame tu corazon / Barricadas levantaremos / Como ayer la Confederacion*. Le livret d'accompagnement introduit cette chanson avec une certaine malice, « les anars préfèrent les chats parce qu'il n'y a pas de chats policiers, d'autres disent le chat c'est l'amant et le chien le mari, moi je préfère les amants... » !

On peut retrouver la *Compagnie Jolie Môme* lors des grandes manif qu'elle accompagne avec ses grands drapeaux rouges.

www.cie-joliemome.org



Personne ne me dépossédera de mon insoumission

Commençons par un nouveau venu dans la presse proche : **Siné Hebdo** qui, on peut l'espérer, nous fera oublier les pitoyables dérives d'un chef de presse, dite « satirique », rongé par la gangrène du pouvoir. La citation de Jules Lafargue en exergue du n° 4 (1^{er} octobre 2008) est de bon augure : « Fusiller les riches de but en blanc serait de la folie : il faut d'abord les mettre en prison et les affamer jusqu'à ce qu'ils aient fait revenir de l'étranger l'argent qu'ils y ont caché. [...] C'est seulement quand ils n'auront plus rien que nous les fusillerons. » Certaines signatures peuvent étonner, voire déranger, mais d'autres au contraire sont de très heureuses surprises (Jackie Berroyer, Jean-Marie Brohm, Michel Onfray, Maurice Rajsfus... jusqu'au Québécois libertaire, Normand Baillargeon). Après ce bon départ, espérons que le journal de Siné sera capable de tenir la distance, sans dérive. À suivre donc.



Restons, si on peut dire, dans le domaine de la chasse aux sorcières antisémites. Depuis quelques années, cette chasse s'est bien développée. Menée par un quarteron d'intellectuels dégénérés mais très merdiatiques (des sortes de « fins de race » – mais n'aggravons pas notre cas avec une sémantique sulfureuse), cette traque peut pratiquement toucher tout le monde !

Pierre Stambul, dans *L'Émancipation, syndicale et pédagogique* (n° 1, septembre 2008), nous propose un excellent article intitulé « Sionisme et antisémitisme ». Très fouillé et documenté, il remet les pendules à l'heure d'une réflexion intellectuelle sérieuse et nous évite cette bouillie haineuse et vénéuse que l'on cherche à nous faire ingurgiter à longueur d'articles et d'émissions.

Le Monde libertaire (n° 1527, 2 octobre 2008) nous apporte de très intéressantes informations à propos des *XXV^e Rencontres méditerranéennes Albert Camus*, intitulées *Le don de la liberté, Albert Camus et les libertaires*. Comme nous le dit Paco, dans un article : « l'action d'Albert Camus aux côtés des anarchistes a longtemps été occultée par les chroniqueurs, pour ne pas dire les censeurs. En octobre, un colloque, une exposition et un livre vont réparer [l'oubli]. » Sa sympathie pour le mouvement libertaire a toujours fait tache. Avec son fameux *L'Homme révolté*, Camus nous a livré un véritable plaidoyer d'idéologie libertaire. Par cette prise de position politiquement incorrecte, il s'attira les foudres de nombreux idéologues de l'époque, les plus virulents étant nos chers communistes staliniens, avec en tête, un certain Jean-Paul Sartre.

À signaler la sortie prochaine du livre *Albert Camus et les libertaires* aux éditions Egregores. Présentée par Lou Marin, cette publication nous permettra de lire tous les écrits libertaires de Camus avec de nombreux inédits.

Une fois n'est pas coutume, mais nous allons parler ici de *La Décroissance* (le journal de la joie de vivre). Rien que ce sous-titre pourrait faire fuir le plus téméraire d'entre nous ! Cependant, dans leur numéro de septembre (n° 52), on trouve un article assez intéressant sur le problème du tout informatique à l'école (*Contre l'informatisation de l'école*). Le chapeau est des plus clairs : « l'introduction de l'informatique à l'école passe à la



moulinette de la technique tout ce qu'il y a d'humain dans le travail du professeur. Les enseignants deviennent des animateurs multimédias et préparent les élèves à être de bons petits salariés sans esprit critique ».

On lira aussi avec délectation l'article que Paul Ariès consacre à ces nouveaux frappadingues (*Survivre aux survivalistes*) qui nous viennent comme d'habitude (American way of life oblige !) des États-Unis. Selon eux, on se dirige très rapidement vers un monde de famine combiné à un retour à l'âge de fer où seuls les plus organisés et les plus forts survivront. Alors, il faut commencer à s'armer, bâtir des enceintes fortifiées... Ne pas rater le dossier qui leur est consacré dans les pages centrales : vous apprendrez à mieux connaître les Alpha-Rubicon, les survivalistes militaristes, les survivalistes suprémacistes, les membres de l'« Église de l'Euthanasie » et j'en passe !

CQFD (le journal qui pense que l'inattendu peut encore surprendre le prévisible) nous alerte sur son possible arrêt. Depuis plus de cinq ans, quelques forcés le tiennent à bout de bras. Alors, ils en ont ras-le-bol. Ils attendent deux mille nouveaux abonnés rapidement qui leur indiqueraient que leur combat n'est pas vain et qu'il faut le continuer.

En attendant (peut-être pour une des dernières fois ?), vous pouvez lire dans leur numéro de septembre (n° 59) deux pleines pages sur l'avenir d'un de nos derniers services publics (*Bouge de là avec la Poste !*).

16 - Vous êtes cernés



RENDEZ-VOUS le 11 NOVEMBRE à GENTIOUX

Rassemblement antimilitariste à 11 h à Gentioux, devant le monument aux morts pacifiste.

A partir de 12 h 30 au Villard (entre Gentioux et Royère-de-Vassivière), repas des partageux : buffet libertaire composé des victuailles apportées ou non par chacun ; et aussi tables de presse.



La Légende noire du soldat O Un spectacle écrit et mis en scène par André Neyton, présenté par le Centre dramatique occitan

Retour sur une histoire méconnue, celle du Quinzième Corps d'Armée accusé de lâcheté au début de la guerre de 1914-1918, pour la seule raison qu'il était composé de Provençaux et de Corsés. Malgré la réhabilitation officielle du soldat O, fusillé pour l'exemple, la plaie demeurera longtemps ouverte.

Le texte, en français et en occitan (provençal), s'inspire de lettres de soldats au front, de grands auteurs français, de la presse de l'époque et des ultimes témoignages encore présents dans la mémoire populaire.

Mardi 11 novembre – 16h00 – salle des fêtes de Faux-la-Montagne.

Jeudi 13 novembre – 20h30 – salle polyvalente d'Uzerche.



Une information qui vaut son pesant d'euros!!

Depuis le mois de septembre dernier, les bénéficiaires des diverses aides européennes aux agriculteurs, FEADER (Fonds européen agricole pour le développement), et bientôt, du FEAGA (Fonds européen agricole de garantie) sont tenus de publier le montant des aides qui leur sont versées.

À compter du 30 avril 2009, l'ensemble des informations relatives aux bénéficiaires d'aides du FEAGA et du FEADER seront publiées au 30 avril de chaque année.

Elles sont « consultables » sur le site :

<https://www1.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/tbp/accueil/accueil.action>.

Allez voir !

On peut espérer que les larmes de crocodile de certains ne feront pas des rivières.

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.

Bar *Volup'thé*, 57, rue vieille.

Champagnat / St Domet : Étang de la Naute.

Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu*.

Chavanat La Roussille : *Le Papillon rouge*.

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*.

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice Rollinat.

La Souterraine : Sandwicherie *Le Damocless*, 6, impasse St-Michel.

Limoges :

Local associatif *Undersounds*, 6, rue de Gorre.

Woodstock boogie bar, 18, av. Montjovis.

Royère : Bar *L'Atelier*.

Sardent :

Bar *Chez Bichette*.

Bar *Chez Josiane*.

St-Laurent : Bar *L'Envolée* 13, rue des Cerisiers

et bien sûr dans les manifs et rassemblements.

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 9



Courrier postal : Creuse-Citron
C/o CNT 23 BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
SCRIBUS. (www.scribus.net)
Plateformes : Linux, MacOS X, Windows



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées. IPNS